Une histoire de l'hétérogénéité de la classe ouvrière.

Refoulement, effets critiques et fragmentation. Présentation de Xavier
Vigna, Histoire des ouvriers en France au XXe siècle, Perrin, 2012

Eva Mancuso

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/grm/420>

DOI : 10.4000/grm.420

ISSN : 1775-3902

Éditeur

Groupe de Recherches Matérialistes

Référence électronique

Eva Mancuso, « Une histoire de l'hétérogénéité de la classe ouvrière. », *Cahiers du GRM* [En ligne], 5 |
2014, mis en ligne le 03 mai 2014, consulté le 21 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/grm/420> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/grm.420>

Ce document a été généré automatiquement le 21 décembre 2020.

© GRM - Association

Une histoire de l'hétérogénéité de la classe ouvrière.

Refoulement, effets critiques et fragmentation. Présentation de Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XXe siècle*, Perrin, 2012

Eva Mancuso

- 1 Dans *Histoire des ouvriers en France au XXe siècle*, Xavier Vigna se propose d'établir une histoire de la classe ouvrière du début du siècle jusqu'à sa dissolution ces trente dernières années. Il entend proposer une histoire de la classe ouvrière qui ne se confond pas avec celle de ses formes organisées, insistant, d'une part, sur le décalage des aspirations et des luttes ouvrières avec celles des différents partis censés les diriger, et d'autre part, sur l'écart entre la représentation de l'ouvrier forgée par ces organisations et l'hétérogénéité de la classe : « Ce monde a longtemps été abordé à partir de ses corporations glorieuses (les mines, l'automobile, la sidérurgie, etc.), qui fournissaient les cadres, toujours masculins, des organisations syndicales et politiques. Or, la récurrence des entrées et des sorties du monde ouvrier, de même que la dispersion des territoires de l'industrie nous invitent à prêter attention aux hommes et aux femmes, aux nationaux et aux immigrés, aux ouvriers des métropoles et des grands bassins industriels comme à ceux de la ruralité industrielle (...). Dès lors, il ne s'agit pas seulement de signaler épisodiquement la présence et le rôle des ouvrières et des immigrés, mais de prendre acte de leur présence constante et massive, quoique toujours subordonnée »¹. L'hétérogénéité de la classe, se traduisant par la présence persistante de fractions dominées, servira de fil conducteur à ce compte-rendu.
- 2 Aujourd'hui, le monde ouvrier ne peut plus être saisi à partir des notions de classe, de classe ouvrière ou de mouvement ouvrier. Le début des années 1980 a été marqué par le passage de l'ère « classiste » à l'ère « post-classiste »². Contre l'invisibilité actuelle du monde ouvrier, il importe à l'auteur de rappeler que le XXe siècle a été marqué par la centralité ouvrière, c'est-à-dire par « la conviction de l'importance cardinale du monde ouvrier qui paraît en mesure de peser sur le sort du pays, voire d'en décider »³, conviction se retrouvant tant du côté de l'Etat cherchant à intégrer la classe ouvrière afin de résorber sa menace que de celui du mouvement ouvrier dont les préoccupations

sont la mobilisation et la radicalisation de celle-ci. Jusque dans les années 1960, le communisme de parti pratique l'« hégémonie » en tentant de mettre en place une contre-société autant qu'un contre-pouvoir. Élaborer une contre-société consiste à développer une éducation et une culture de masse relativement séparées afin d'instaurer un modèle de socialisation des individus qui les oppose à la socialisation bourgeoise et capitaliste. Dans les deuxième et troisième chapitres, ce thème est abordé à partir des municipalités ouvrières de l'entre-deux-guerres. Sont alors mis en avant les moments où se mettent en place des expériences ouvrières d'opposition qui, même si elles ne se traduisent pas nécessairement dans un engagement partisan, marquent les ouvriers et les constituent comme classe, ou comme communauté ouvrière. Parmi ces formes d'opposition, certaines sont pratiquées de manière collective, d'autres de manière individuelle. Cependant, même lorsque la pratique est plutôt solitaire, elle est, la plupart du temps, sous-tendue par le soutien des autres membres de l'équipe de travail, signe de l'existence d'une certaine solidarité. Qu'il s'agisse du freinage (limitation volontaire de la production par les travailleurs), de la perruque (détournement de l'outil du patron pour son propre compte) ou du macadam (simulation d'un accident de travail), ces pratiques construites dans le but de mettre à mal l'organisation rationnelle du travail et ses exigences de rentabilité, n'empêchent ni l'usine de tourner ni la condition ouvrière de se reproduire. Elles rendent toutefois possible une identité et une culture ouvrières s'établissant sur le paradigme du « nous contre eux »⁴ par lequel la classe ouvrière se distingue du reste de la société. La plupart de ces comportements constituant des pratiques illégales, ils ne peuvent être revendiqués par les organisations de classe, mais seulement par les municipalités ouvrières – socialistes ou communistes – se voulant les représentants des valeurs et de la culture de la classe. L'entre-deux-guerres est aussi l'époque du mouvement de grève du front populaire de 1936 aboutissant aux accords de Matignon par lesquels les salaires sont relevés, la durée hebdomadaire du temps de travail réduite, des mesures législatives prises, et des congés payés accordés : « Jamais le monde ouvrier n'avait obtenu de telles conquêtes »⁵.

- 3 Après qu'aient été traités les résultats de la logique hégémonique du mouvement ouvrier et les formes d'opposition se construisant pour une part dans son sillon, sont abordées les limites de ce modèle hégémonique, et plus particulièrement les mécanismes de domination et d'exclusion de certaines fractions de la classe. À l'époque de la contre-société, l'hétérogénéité de la classe est dès lors refoulée. Ces strates de la classe ouvrière, principalement les femmes et les étrangers, ne bénéficient pas pleinement des avancées du Front populaire. Dans les années 1930, la figure ouvrière qui se constitue est masculine, française et qualifiée. La lutte ouvrière prend des formes viriles – la grève et l'insurrection – alors que les femmes sont reléguées à un rôle de soutien : « En 1936, les femmes viennent surtout ravitailler leurs hommes barricadés dans les usines occupées »⁶, mais ne participent pas activement aux luttes et ne sont pas représentées dans les délégations syndicales. Pourtant, à l'époque du Front populaire, les femmes qui soutiennent leurs maris sont parfois elles aussi des ouvrières, et pas seulement des épouses d'ouvriers⁷.
- 4 Dans le cinquième chapitre (« Ouvriers en mouvements et mouvement ouvrier »), l'auteur montre comment pendant l'insubordination ouvrière des « années 68 » s'accroît la visibilité de l'écart entre la représentation de l'ouvrier forgée par les organisations hégémoniques et l'hétérogénéité de classe. Parce qu'y viennent au jour des nouvelles manières de lutter en excès par rapport aux organisations

traditionnelles. Mai 68 et les quelques années qui succèdent à l'événement occupent une place importante dans cette histoire du XXe siècle. X. Vigna insiste sur le fait que ces nouvelles manières de lutter sont corrélatives de l'irruption sur la scène politique de nouvelles figures ouvrières : « Hier, essentiellement annexées par la figure de l'ouvrier viril, qualifié, français et adulte, d'autres figures ouvrières jaillissent désormais : des femmes, des immigrés, souvent classés manœuvres ou ouvriers spécialisés ; des jeunes également »⁸.

- 5 L'implication dans la lutte des fractions dominées de la classe ouvrière met au jour une hétérogénéité de classe jusque-là refoulée. Sont alors abordées les prises de paroles surgissant en des endroits et des personnes ne l'ayant pas habituellement à cause de leur position de dominé dans la classe ouvrière elle-même. Ainsi, la direction n'est plus concentrée dans les mains des délégués syndicaux mais se déploie en des acteurs inattendus et jusque-là silencieux. Et même si en Mai 68, la direction de la grève reste la prérogative des délégués syndicaux et des vieux militants, l'implication dans le mouvement des fractions dominées, et l'impact de celles-ci sur les modalités des grèves ou des autres pratiques de contestation commencent à faire bouger l'organisation des luttes : « Dans l'usine Renault de Billancourt, usine phare du pays à la réputation de forteresse ouvrière, des ouvriers immigrés rédigent une plate-forme revendicative spécifique, que la CGT refuse, mais dont la CFDT assure la diffusion. Dès lors, si la direction de la grève demeure l'apanage de la fraction dominante de la classe ouvrière la mieux intégrée aux appareils syndicaux, les fractions dominées bousculent cette hégémonie, que les grèves de 1968 sapent imperceptiblement »⁹.
- 6 Dans cette analyse, deux moments sont différenciés : d'une part, la grève de Mai 68 qui reste plutôt classique, et d'autre part, ce que Vigna appelle « les années 68 » qui durent plus ou moins jusqu'en 1976 et où se mettent en place de véritables expériences de « politique ouvrière ». Dans l'après Mai immédiat, alors que le mouvement commence à s'essouffler, les stratégies des organisations syndicales sont critiquées et remises en question. La coupure entre la base et la direction syndicales est dénoncée par certains militants. Des rencontres improbables se produisent, notamment celle des étudiants et des ouvriers, advenant lorsque ceux-là se rendent dans les universités ou quand ceux-ci viennent aux portes des usines. Que ces rassemblements et les solidarités réciproques qui en découlent aient lieu malgré leur condamnation par le PC et la CGT, sont des signes du recul de la mainmise de ces organisations sur les pratiques ouvrières de revendication. En soulignant la distance prise à l'issue de mai 68 par les ouvriers militants vis-à-vis de l'organisation syndicale traditionnelle, X. Vigna entend remettre en question l'image d'Épinal représentant cette époque comme celle où l'ouvrier se reconnaît dans ses organisations que sont la CGT ou le Parti communiste. Parmi les événements se déroulant dans « les années 68 », l'historien traite principalement de l'expérience de contestation qui s'est développée dans l'usine de montres et d'armes Lip, située à Besançon. Elle représente, à ses yeux, le moment, par excellence, où s'invente une nouvelle manière de lutter hors des organisations de classe traditionnelles et où surgissent des nouvelles figures ouvrières. Sous l'effet de difficultés économiques croissantes et après être passée en 1971 des mains de Fred Lip à celle d'un groupe suisse, l'entreprise dépose son bilan en 1973, entraînant alors la nomination de deux administrateurs provisoires. Les salariés, qui menèrent, en 1968, une grève plutôt classique, inaugurent alors une série d'actions qui s'inscrira sur une durée de trois ans. Cachant un stock de plusieurs dizaines de milliers de montres déjà montées et reprenant leur production afin de pouvoir se payer pendant la grève, ils

violent ainsi la légalité. Ces illégalités constituent une innovation majeure, d'une part parce qu'elles permettent de tenir financièrement pendant une grève et donc de la faire durer, et d'autre part en ce qu'elles bafouent « cette justice faite seulement pour la classe dominante¹⁰ » au nom d'une légitimité supérieure : défendre l'emploi des travailleurs dans la région où ils vivent. Selon X. Vigna, une première tentative de pratique d'autogestion se met alors en place dans l'usine Lip. Ces ouvriers qui ne correspondent pas à l'image traditionnelle du révolutionnaire ou même du militant sont en train d'inventer un mode original de mobilisation consistant entre autres à démocratiser l'action gréviste et à étendre la circulation de la parole. Ainsi, les assemblées générales organisées quotidiennement ne rassemblent pas uniquement des dirigeants syndicaux mais toutes sortes de salariés de l'usine – syndiqués ou non, ouvriers ou non. De plus, « les femmes participent en plein au mouvement et initient une critique de la domination masculine, jusque dans la conduite de la lutte »¹¹.

- 7 Lorsqu'il traite des années 68, X. Vigna ne parle pas des revendications des mouvements féministes, mais plutôt de l'implication dans les luttes d'usine des ouvrières en tant que celles-ci représentent un groupe dominé de la classe. Son problème n'étant pas l'exclusion des femmes du « monde du travail », mais celle de certaines fractions de la classe ouvrière du « monde militant », l'auteur se préoccupe des ouvrières en tant qu'elles ont produit une certaine critique du parti, et davantage encore dans la mesure où elles auraient initié des nouvelles pratiques de lutte : « En regard des pays voisins, l'insubordination en France se singularise toutefois par une composante féminine plus affirmée. Tandis que les grèves ouest-européennes se déploient dans des bastions essentiellement masculins (automobile, pneumatiques, mais aussi mines en Grande-Bretagne et en Belgique), des ouvrières se mobilisent également en France, reflet sans doute d'une présence plus importante dans l'industrie (...). Leurs mobilisations recoupent dans une large mesure celles de leurs camarades masculins. Pour autant, existe bel et bien un genre de la grève dans la période, qui tient plus à son organisation qu'aux revendications avancées. Car les femmes grévistes se soucient des enfants et des tâches domestiques, quand les hommes s'en pensent dispensés. Elles organisent donc des crèches, lors des occupations par exemple. De plus, pour expliquer et justifier leur grève, les femmes composent des chansons quand les hommes restent muets ou entonnent plus volontiers des chants traditionnels. En outre, si les femmes ne participent pas aux batailles rangées avec les forces de l'ordre, elles recourent à la violence symbolique ou non, des séquestrations (...). De même, elles retournent les contraintes habituellement subies pour humilier le "patron" séquestré : frugalité des repas, légèreté du sommeil, permission pour aller aux toilettes »¹².
- 8 Le pari de X. Vigna semble être que l'insertion des fractions dominées de la classe, tels que les femmes et les immigrés, a pu contribuer à la transformation des pratiques qui s'opèrent au cours des années 68. Cependant, peut-on vraiment considérer que les ouvrières ou les immigrés ont inventé leur propre pratique de lutte ? Ou bien, au contraire, faut-il plutôt constater qu'ils se sont intégrés à la lutte telle qu'elle existait, en devenant des parfaits militants, c'est-à-dire en apprenant à être des « militants masculins et français » ? Que les ouvrières aient composées des chansons ou organisées des crèches pendant les occupations témoigne de leur présence et de leur implication massives, mais cela ne semble pas assez consistant pour parler de l'invention d'une nouvelle pratique. Peut-être parce que l'intérêt de Vigna se porte davantage sur la dimension culturelle des expériences contestataires que sur leur dimension organisationnelle, le bilan de l'irruption des femmes et des immigrés sur la scène de la

politique ouvrière est quelque peu décevant. S'il évoque rapidement la critique de la forme patriarcale esquissée par les ouvrières, il parle au fond assez peu des critiques de la forme-parti opérant alors au sein des expériences d'insubordination. Sûrement est-ce parce qu'il aurait alors fallu sortir de l'histoire des ouvriers proprement dite pour passer à l'histoire du féminisme. Ce serait dès lors, davantage que celui de X. Vigna, le bilan du siècle qui serait décevant dans la mesure où le mouvement ouvrier (voire le monde ouvrier) n'aurait pas vraiment su faire quelque chose des critiques féministes qui lui avaient été adressées. X. Vigna souligne d'ailleurs lui-même l'hostilité des organisations de classe vis-à-vis des mouvements de femmes : « L'absence hostile de la CGT et au-delà du conglomérat communiste, dans nombre de mouvements issus de 68, notamment féministe (le service de l'ordre de la CGT bouscule et insulte des militantes féministes lors de la manifestation du 1^{er} mai 1976) et régionaliste (sur le Larzac par exemple). Elle conduit à émettre l'hypothèse d'un désajustement croissant entre ce conglomérat et certaines fractions progressives de la société française. En ces années, la galaxie communiste perd par conséquent son hégémonie sur le monde ouvrier et ne peut plus prétendre à elle seule incarner le progressisme »¹³.

- 9 Dans le dernier chapitre (« Que sont les ouvriers devenus ? »), l'historien s'attarde assez longuement sur la dislocation croissante, dès le milieu des années 1970, du mouvement ouvrier sous l'effet de la crise économique. Au début des années 1980, après avoir essuyé un nombre croissant d'échecs, le mouvement ouvrier est marqué par une désyndicalisation spectaculaire dont les causes peuvent en partie se trouver dans les faiblesses traditionnelles du syndicalisme en France. Par ce déclin, les pratiques syndicales, ne sous-tendant plus aucun engagement militant, finissent par se transformer en « agences sociales ». Cette désyndicalisation entraîne un retrait de plus en plus marqué des ouvriers de la scène politique. L'histoire du mouvement ouvrier est également abordée à travers le problème de l'étatisation croissante des luttes caractéristique de la fin des années 1970. La rupture qui marque le passage de la période classiste à la période post-classiste est d'ailleurs datée par la victoire de Mitterrand en 1981. Après avoir cherché les causes de la fin de la centralité ouvrière dans l'histoire du capitalisme – la crise, le chômage, la fin des grands bassins industriels, la délocalisation –, dans celle du mouvement ouvrier – l'étatisation, l'échec des grèves, la désyndicalisation – et dans la conjoncture intellectuelle – chute de l'URSS, retour au modèle libéral –, X. Vigna prend pour parti de chercher les causes de la disparition de la classe dans les fragmentations qui divisent le monde ouvrier, fragmentations qui, bien souvent, sont les effets subjectifs des transformations du capitalisme et du mouvement ouvrier. Le sens singulier que prend l'hétérogénéité du monde ouvrier lorsque l'identification à la classe n'est plus opérante doit alors être étudié. Afin de comprendre les nouvelles divisions du monde ouvrier contribuant à le mener vers l'impasse, il importe de constater comment elles sont apparues, quelles sont leurs rapports avec l'histoire du capitalisme et celle du mouvement ouvrier, et surtout vers quelle configuration elles mènent le monde ouvrier. Aux anciennes divisions entre ouvriers et ouvrières, qualifiés et non qualifiés, français et immigrés, vient s'ajouter celle qui oppose – de plus en plus profondément – les nouvelles et les anciennes générations. Ce clivage générationnel qui de tout temps a traversé la classe prend aujourd'hui le sens d'une dévalorisation du groupe ouvrier. La première cause de ce phénomène réside dans les modes de socialisation différents : les ouvriers nés après la fin des années 1960 ont été longuement scolarisés contrairement à leurs aînés. Les effets de la démocratisation scolaire sont abordés à partir des analyses de Stéphane

Beaud et Michel Pialoux¹⁴, selon lesquelles la démocratisation de la scolarité provoque une transformation dans le rapport de l'ouvrier à sa situation : alors qu'auparavant il la considérait comme un destin injuste contre lequel se révolter, il la vit aujourd'hui comme un échec individuel. Les effets de la scolarité plus longue des futurs ouvriers montrent rétrospectivement comment les écoles d'apprentissage étaient des lieux de mobilisation et même déjà de militantisme. Sont également épinglés les conséquences de l'objectif « 80 % d'une génération au bac » énoncé en France en 1985, à savoir entre autres, la stigmatisation des 20 % restants et la dévalorisation de l'enseignement professionnel menant au métier d'ouvrier. Alors que ces auteurs insistent davantage sur les effets de ces transformations sur le militantisme des ouvriers, Vigna – tout en reprenant en grande partie leur diagnostic – met l'accent sur la disparition de la fierté d'être ouvrier, du « nous contre eux », et de la culture ouvrière qu'elle implique. Un autre résultat du baccalauréat professionnel est également mis en avant : la différence entre l'ouvrier et le technicien. Les jeunes titulaires d'un « bac pro » veulent se distinguer des anciens en valorisant leur formation de technicien. S'instaure alors un « nous contre eux » opérant au sein même de la classe ouvrière et divisant les jeunes et les vieux, les techniciens et les ouvriers, les jeunes précaires en intérim et les vieux OS à temps plein. Au XXe siècle, on est dès lors passé d'un « nous contre eux » distinguant la classe ouvrière du reste de la société, à un monde ouvrier, tellement clivé et déconsidéré, que les ouvriers eux-mêmes veulent s'en différencier, ce passage étant celui de la fierté à la dévalorisation. Cette distanciation par rapport à l'identité ouvrière qui opère au sein du monde ouvrier est également la conséquence de la transformation du marché du travail depuis le début des années 1970. L'apparition, grâce à un nouveau dispositif législatif, d'entreprises dites de « travail temporaire » a déstabilisé le rapport à l'emploi des salariés et des ouvriers. Les contrats à durée déterminée, l'intérim et le travail à temps partiel exposent les salariés à la précarité. Les plus défavorisés par ce nouveau système sont surtout les ouvriers non qualifiés, qui même après la phase d'insertion sur le marché du travail, peinent à sortir des agences d'intérim. Ces « intérimaires » sont privés de toute une série de droits effectifs, le droit de grève en particulier, et exposés à des conditions de travail dégradées : « Cette multiplicité des situations et des contrats sur les mêmes lieux de travail, en même temps qu'elle complique, voire interdit le travail d'unification symbolique, fragmente un groupe ouvrier que la législation sociale, depuis le Front populaire au moins, avait contribué à rassembler, dans un processus de désindividualisation (...). Ce processus d'unification s'est interrompu puis retourné, promouvant un individualisme négatif, lequel contribue puissamment à désintégrer non seulement les classes sociales, mais l'ensemble des groupes sociaux ».

- 10 X. Vigna considère donc que la législation sociale issue des luttes des années 1930 a permis pendant toute une partie de ce siècle au monde ouvrier d'être dans une certaine mesure unifié. Une certaine culture et communauté ouvrières collectives et solidaires avait donc été rendue possible par les résultats des organisations hégémoniques – aussi imparfaites soient-elles par bien des côtés. Toutefois, certains acquis sociaux, telle que par exemple ceux donnant la possibilité aux ouvriers des années 1970 d'être propriétaires d'une maison, a eu des conséquences plutôt néfastes sur la subculture ouvrière. Ainsi, alors que pendant l'entre-deux-guerres, elle se déployait à l'intersection de l'individuel et du collectif, à partir des années 1970, la culture ouvrière devient de plus en plus privée et individuelle :

Le pavillon favorise également la constitution de lieux masculins privés destinés au bricolage, tandis que la mise en culture d'un potager, qui contrebalance l'enfermement usinier, permet de développer l'autoconsommation alimentaire, comme les échanges avec la famille, les voisins, etc. Ainsi, l'accession à la propriété occasionne un surcroît de travail, en même temps que de nouvelles contraintes obligent à un certain repli sur la cellule domestique¹⁵.

- 11 Alors que le déclin des organisations de classe fut accompagné d'un recul des études sur le monde ouvrier¹⁶, avec *Histoire des ouvriers en France au XXe siècle*, il s'agit de continuer à étudier le monde ouvrier malgré la disparition de la classe. On peut rapporter cette initiative à celles de penseurs tels que Sylvain Lazarus ou Alain Badiou. Dans *De quoi Sarkozy est-il le nom ?*, A. Badiou donne une signification particulière au terme ouvrier, affirmant qu'il faut rétablir ce signifiant dans le discours de la politique non selon la ligne qui prévalait au XIXe ou au XXe siècle, mais selon une troisième ligne encore au stade expérimental : « "Ouvrier" comme le nom générique de tout ce qui peut se soustraire, sous une forme organisée, à l'hégémonie réalisée du capital financier et de ses servants »¹⁷. Il semble en outre que ce soit par le biais de nouvelles figures telles que « l'ouvrier sans papier » ou « l'ouvrier immigré »¹⁸ que pourra être trouvé un nouveau paradigme ; une nouvelle manière de pratiquer la politique d'émancipation. Dans ce cadre, l'intérêt d'un tel pari est la forme d'écho qu'il peut trouver chez X. Vigna dans la mesure où ce dernier s'intéresse aux figures dominées de la classe : de leur refoulement aux effets de leur surgissement sur la scène politique ouvrière. Concernant les effets des figures dominées, en raison de l'absence actuelle du référentiel des formes organisées, le surgissement des figures dominées ne peut avoir le même sens aujourd'hui que pendant les années 1968. On peut alors soit considérer avec optimisme qu'à présent, l'hégémonie de la classe étant finie, une nouvelle pratique réellement détachée de la figure majeure pourra voir le jour, soit questionner l'orientation vers laquelle réactiver le référentiel ouvrier sans la référence aux organisations historiques du XXe siècle, et s'interroger sur le lien de dépendance entre la figure ouvrière « mineure » et la figure « majeure » ; se demander si les figures « mineures » dans leur existence fragile auraient pu exister sans la consistance donnée par la figure « majeure », c'est-à-dire par la culture et la communauté ouvrières que l'hégémonie de parti a rendu possibles. On est effectivement en droit de se demander s'il y a un sens et s'il est possible de continuer à faire exister le référentiel ouvrier sans celui de ses formes organisées. Néanmoins, plus que celles de ces auteurs, ces impasses sont celles de notre conjoncture politique et économique.

NOTES

1. Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XXe siècle*, Paris, Perrin, 2012, p. 11. Ce texte est issu d'une table ronde autour du livre de Xavier Vigna et du Séminaire du GRM de l'année 2011-2012 consacré à l'enquête ouvrière. La table ronde a eu lieu le 12 juillet 2012 à Toulouse dans la librairie Terra Nova, dans le cadre du Séminaire du GRM 2012-2013 et du Forum international de philosophie politique et sociale (<http://grm.hypotheses.org/641>).

2. Je reprends ici les termes de Sylvain Lazarus dans « Anthropologie ouvrière et enquêtes d'usine : état des lieux et problématique », in *Ethnologie française*, 2001/3, 31, p. 389-400
  3. Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XXe siècle*, op. cit., p. 11
  4. Formule présente plusieurs fois dans l'ouvrage empruntée à Richard Hoggart, *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1970.
  5. Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XXe siècle*, op. cit., p. 128
  6. *Ibid.*, p. 270
  7. Bien qu'il reconnaisse que les ouvriers masculins restent toujours les plus nombreux, l'auteur insiste en effet sur la présence massive et permanente des femmes dans le monde ouvrier du XXe siècle, affirmant qu'elles n'ont pas attendu la première guerre mondiale pour se mettre au travail industriel. En 1911, elles vont jusqu'à représenter un tiers des ouvriers français, à savoir 2 063 000 ouvrières.
  8. *Ibid.*, p. 258
  9. *Ibid.*, p. 259
  10. *Ibid.*, p. 263
  11. *Ibid.*, p. 265
  12. *Ibid.*, p. 270-271
  13. *Ibid.*, p. 273
  14. S. Beaud et M. Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999.
  15. Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XXe siècle*, op. cit., p. 319
  16. « Les sociologies de l'exclusion et de l'immigration ont progressivement supplanté la sociologie du monde ouvrier, qui s'est réduite comme peau de chagrin (l'évolution est encore plus accentuée chez les historiens français) (...). En histoire, le retournement revêt sans doute une plus grande brutalité. Toute une génération d'historiens qui avaient consacré leur thèse au monde ouvrier et/ou à l'industrialisation, se consacre ensuite, qui à l'immigration, qui aux grands ensembles, qui aux femmes, etc. » (*Ibid.*, p. 282)
  17. A. Badiou, *De quoi Sarkozy est-il le nom ?*, Paris, Lignes, 2009, p. 58
  18. Cf. S. Lazarus, « Anthropologie ouvrière et enquêtes d'usine : état des lieux et problématique », op. cit.
-

RÉSUMÉS

Ce compte-rendu présente *Histoire des ouvriers en France au XXe siècle* (2012) de X. Vigna en prenant comme fil conducteur le problème posé par l'hétérogénéité de la classe ouvrière. Il établit une confrontation entre différentes époques de l'histoire des ouvriers, d'une part, les périodes où cette hétérogénéité est refoulée, et d'autre part, les moments où les fractions dominées de la classe ouvrière commencent à être impliquées dans l'organisation de la lutte.

INDEX

Thèmes : philosophie politique, histoire des mouvements politiques

Index chronologique : XXe siècle

Index géographique : France

Mots-clés : classe ouvrière, mouvement ouvrier, centralité ouvrière, contre-société, forme parti

AUTEUR

EVA MANCUSO

Eva Mancuso est aspirante F.R.S.-FNRS attachée à l'UR MAP de l'Université de Liège. Elle mène actuellement une thèse de doctorat intitulée : « Cl. Lefort et L. Althusser : lecteurs de Machiavel ».

eva.mancuso@ulg.ac.be